

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.org>

Economie

Ne laissons pas Keynes aux émules du libéralisme !

- Economie -

Date de mise en ligne : mercredi 3 septembre 2003

Démocratie & Socialisme

"Quand une idée simple prend corps, il y a une révolution" (Ch. Péguy, *Note conjointe sur M. Descartes*). L'idée simple de Keynes est d'opérer une véritable réflexion sur la pertinence de l'enseignement qu'il a reçu en économie. Keynes n'est pas un révolutionnaire, il a pourtant révolutionné la théorie économique.

Qui est Keynes ?

Né à Cambridge en 1883 (année de la mort de Marx), John Maynard Keynes est issu d'une famille de la moyenne bourgeoisie intellectuelle. Son père est professeur de logique et d'économie à Cambridge et sa mère devint la première femme maire de Cambridge. Élève brillant, Keynes fréquente des peintres, des écrivains (Virginia Woolf), des philosophes. Ce cercle d'amis se caractérise par un certain anticonformisme, ces jeunes se veulent moralement et sexuellement "libérés".

Ce n'est qu'en 1905 que Keynes commence véritablement à s'intéresser à l'économie en suivant les cours de Marshall (économiste classique). Les premières recherches de Keynes le conduisent à travailler sur les probabilités. Nommé au Trésor au début de la guerre 14-18, Keynes s'illustre par la rédaction de *Conséquences économiques de la paix* (1919), où il soutient l'incapacité de l'Allemagne à payer les réparations exigées par le traité de Versailles et annonce une catastrophe sociale et politique comme suite logique d'un tel traité.

Keynes est, dans la vie qu'il mène ou dans les idées qu'il défend, cependant encore très imprégné d'idées libérales classiques. Pour mener un train de vie élevé, il se lance dans la spéculation mais se trouve en 1920 pratiquement ruiné.

C'est au cours des années 20 puis des années 30 que sa pensée évolue progressivement au contact de l'analyse monétaire (1930 : *Traité sur la monnaie*). C'est en 1936 qu'il produit son oeuvre majeure : la *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*. Il s'agit pour lui d'essayer de comprendre et de trouver des réponses à la crise économique de l'époque. Il préconise pour cela notamment la relance par des investissements étatiques. Reconnu comme un économiste majeur, bien que critiqué, Keynes, qui est fait Baron, participe dans les années 40 à l'élaboration du système dit de Bretton Woods. Il décède en 1946.

Keynes : politiquement libéral...

Si Keynes est politiquement un libéral (en 1928 il contribue à la rédaction du programme économique du parti libéral), c'est un libéral "conscient". Keynes s'inscrit dans une tradition qui fait de l'essor des activités économiques un moyen de stabiliser l'ordre social.

La conception que Keynes a de la nature humaine est celle d'un libéral classique puisqu'il considère que l'instinct de lucre de l'individu est un élément essentiel du fonctionnement de nos sociétés. Le doux commerce apaiserait les moeurs : "la possibilité de gagner de l'argent et de constituer une fortune peut canaliser certains penchants dangereux de la nature humaine dans une voie où ils sont relativement inoffensifs (...) Il vaut mieux que l'homme exerce son despotisme sur son compte en banque que sur ses concitoyens". La violence des entreprises accompagnant l'impérialisme et la colonisation du début du XX ne semble pas avoir sauté aux yeux du bourgeois qu'est Keynes.

Keynes dénigre Marx sans pour autant produire de véritable argumentation. Il méprise le socialisme doctrinaire qui serait le "résidu poussiéreux" d'un projet dépassé depuis longtemps traitant de problèmes aujourd'hui passés et

analysés par un homme il y a plus d'un siècle. "La lutte des classes, écrit-il, me trouvera du côté de la bourgeoisie instruite". Pourtant les réflexions de Keynes peuvent alimenter une critique économique anti-libérale, car s'il est socialement et politiquement libéral, économiquement c'est une autre histoire. Ainsi il considère qu'il n'est "nullement vrai que les individus possèdent un droit imprescriptible à une "liberté naturelle" dans leur activité économique. Il n'existe nulle "convention" qui puisse conférer un privilège éternel à ceux qui possèdent déjà ou à ceux qui deviennent des possédants" (in *La Fin du laissez-faire*). Pour Keynes "le problème politique de l'humanité consiste à combiner trois choses : l'efficacité économique, la justice sociale et la liberté politique".

... mais économiquement c'est une autre histoire

Keynes remet d'abord la "science" économique à sa place. "Il ne faut pas exagérer l'importance du problème économique, il ne faut pas sacrifier à ses nécessités supposées d'autres affaires, d'une portée plus grande et plus permanente". Si les libéraux de tout temps justifient leur comportement irresponsable par les lois naturelles de l'économie (la loi du marché...), Keynes pense au contraire que "l'économie est essentiellement une science morale et non pas une science naturelle, c'est-à-dire qu'elle utilise l'introspection et les jugements de valeur". Aussi quand les libéraux tentent de nous faire croire que les marchés financiers constituent le plus performant des systèmes (transparence, vérité des prix), on peut leur rétorquer en s'appuyant sur Keynes que la bourse s'appuie d'abord sur des croyances, des "conventions", un système de valeurs qui fait dire à un moment que Enron est la plus grande des entreprises puis deux mois plus tard que c'est la honte du capitalisme.

Keynes, critique de l'économie et des économistes "J'accuse la théorie économique classique d'être en elle-même une de ces jolies techniques raffinées qui prétendent traiter du présent en faisant abstraction du fait que nous savons très peu sur l'avenir". Pour Keynes l'avenir n'est pas déterminé, rien n'est inéluctable. Keynes est incisif et il y a bien en lui une volonté d'aménager réellement le capitalisme et le système de valeurs dont il est porteur. Keynes ne se limite pas à l'idée de gestion ou d'accompagnement. "Nous devons inventer une nouvelle morale pour un nouvel âge. En même temps nous devons, si nous voulons apporter quelque chose de neuf, apparaître iconoclastes, dangereux, dérangeants, voire désobéissants envers ceux qui nous ont engendrés" (in *Suis-je libéral ?*)

Intérêt personnel/ intérêt collectif

Keynes se distingue nettement de la doctrine de la "main invisible" (Adam Smith & Cie...) selon laquelle ce sont les intérêts privés qui réalisent naturellement l'intérêt général. "Le monde n'est pas ainsi fait que les intérêts privés et collectifs coïncident nécessairement (...) on ne saurait déduire des principes de l'économie politique que l'intérêt personnel dûment éclairé oeuvre toujours au service de l'intérêt général (...) l'expérience ne confirme pas que des individus sont toujours moins clairvoyants lorsqu'ils sont réunis en une unité sociale que lorsqu'ils agissent isolément".

Si Keynes justifie une certaine dose d'inégalité pour stimuler l'activité économique, il conclut cependant que "pour stimuler ces activités et satisfaire ces penchants [à l'enrichissement personnel], il n'est pas nécessaire que la partie se joue avec des mises aussi élevées qu'aujourd'hui. Avec des mises beaucoup plus faibles le jeu serait tout aussi efficace dès lors que les joueurs en auraient pris l'habitude".

Keynes stigmatise par ailleurs les inégalités de la société de son époque : « on peut justifier par des raisons sociales et psychologiques de notables inégalités dans les revenus et les fortunes, mais non une amplitude aussi grande qu'à l'heure actuelle »

Qu'est-ce qu'une « relance keynésienne » ?

Il est d'usage de considérer que les politiques économiques menées après 1945 sont des politiques de relance keynésienne dans la mesure où l'Etat relance l'économie en injectant des liquidités dans l'économie sous la forme de politiques de grands travaux, de dépenses d'investissement. Cette politique de relance s'appuie sur un effet multiplicateur (le "multiplicateur keynésien") qui est le mécanisme par lequel une dépense nouvelle de l'Etat engendre une hausse de la production supérieure à la dépense initiale [Capul/Garnier, Dictionnaire d'Economie]. Du fait de l'ouverture de nos économies dans les années 70, le multiplicateur a perdu de son efficacité*. Ainsi quand la France relance en 1981, une partie des investissements profite aux pays étrangers car les Français ont plus d'argent à dépenser et le système économique national peine à faire face à la demande. Pourtant toute relance keynésienne n'est pas forcément vouée à l'échec. L'Europe étant économiquement fermée (à 80 %) - c'est-à-dire que l'essentiel de son commerce est constitué de ventes et d'achats à l'intérieur de la zone Europe-, il est possible, sans subir de fuite notable de capitaux, d'opérer une relance économique au niveau européen. Mais l'économie ne se coordonne pas sans intervention du politique et c'est justement ce qui manque à l'Europe.

Inflation ?

Oui mais une relance entraîne nécessairement, à long terme, de l'inflation rétorquent les libéraux. Heureusement ce n'est pas si simple. Les libéraux commettent deux erreurs : premièrement l'inflation (modérée) n'est pas forcément un fléau mais peut permettre à une économie de s'ajuster ; deuxièmement il n'y a inflation après une relance économique que si l'ensemble des moyens de production ont été utilisés (capital et travail, c'est-à-dire machines et travailleurs). En effet, relancer alors que les entreprises ne peuvent produire plus entraîne une hausse des prix (les consommateurs sont plus riches mais il y a toujours autant de produits d'où la hausse des prix). Conclusion lorsque les libéraux disent qu'à long terme une relance entraîne de l'inflation, cette affirmation est vraie et d'une banalité affligeante car il arrive bien un moment où à force de soutenir la relance l'ensemble des moyens de production sont effectivement utilisés. Ce long terme cela correspond chez des gens comme Milton Friedman (économiste libéral de l'école de Chicago) à une dizaine d'années - c'est-à-dire que de façon continue l'Etat soutiendrait l'économie pendant plus de dix ans ! Comme le dit Keynes « à long terme nous sommes tous morts ». Il faut d'abord se soucier du présent et du futur proche et non pas s'inquiéter du taux d'inflation que l'on risquerait de connaître dans 30 ans !

Keynes est ici intéressant dans la mesure où il distingue la « véritable inflation » (quand tous les facteurs de production sont utilisés) et la « semi-inflation ». Cette dernière apparaît de façon modérée au début d'une relance. Les entreprises qui ne sont pas sûres que la croissance sera de longue durée peuvent préférer hausser leurs prix plutôt que de se compliquer à engager du personnel et faire des investissements qui à l'avenir ne seront pas forcément rentabilisés. Pour ne pas casser la croissance qui redémarre il faut donc accepter cette semi-inflation : progressivement les conventions changent, la croyance en une conjoncture positive relance progressivement le système économique. Hausser les taux d'intérêts comme le fait la BCE à chaque fois que l'inflation apparaît c'est casser tout espoir de croissance...

Non à « l'économie casino »

Keynes s'illustre enfin par sa critique des marchés financiers : il parle à ce propos « d'économie casino » (Marx dénonçait quant à lui le « capital fictif »). Keynes s'attaque aux rentiers, cette catégorie de personnes qui n'investissent pas réellement et captent les richesses créées. Il parle « d'euthanasier les rentiers » car ce sont eux qui paralysent l'économie, freinent les investissements productifs et volent une partie du « surproduit social » (ça c'est plutôt du Marx). Keynes constate que le développement des marchés financiers s'accompagne de la spéculation et c'est pour lutter contre ce fléau que l'ancien spéculateur repentini de Cambridge propose la mise en place d'une taxe sur les capitaux (comme quoi l'idée n'est pas nouvelle).

Oui à une meilleure répartition des richesses !

Ne laissons pas Keynes aux émules du libéralisme !

"Les vices marquants du monde économique dans lequel nous vivons sont l'incapacité à assurer le plein emploi et le caractère arbitraire et inéquitable de la répartition de la fortune et des revenus" disait Keynes. Selon lui, en situation de sous emploi ce n'est pas l'épargne des riches qui permettra de relancer l'économie mais une redistribution vers les ménages les plus pauvres qui ont une plus forte propension à consommer (l'argent reçu servira à améliorer le quotidien et sera donc dépensé- et non pas épargné- ce qui est profitable pour l'économie).

Conclusion : plutôt que de baisser les impôts des plus riches il est préférable d'augmenter les salaires de ceux qui travaillent !

Simon Thouzeau

* Il ne faut pas oublier que l'ouverture des économies, même si elle correspond à une évolution constante au fil des siècles, n'a pas été toujours continue. Ainsi l'entre deux-guerre fut une période de repli des échanges internationaux. Ce n'est qu'en 1973 que l'on retrouve le même degré d'ouverture des économies qu'en 1913.

Sources : pour les citations de Keynes, cet article s'appuie essentiellement sur le livre de P. Combemale *Introduction à Keynes* (La Découverte, Repères). Ce livre est clair et très intéressant mais nécessite quelques connaissances en économie pour apprécier pleinement la richesse de l'analyse keynésienne.